



ALSACE



Collectivité européenne

CONVENTION DE MANDAT DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Entre,

La Collectivité européenne d'Alsace sis Place du Quartier Blanc - 67000 STRASBOURG, représenté par Monsieur Frédéric BIERRY, Président, autorisé par une délibération de la Commission Permanente en date du _____,

ci-après désigné « Le Maître d'ouvrage »

d'une part,

et

Le Syndicat Mixte « Rivières de Haute Alsace » représenté par son Président, habilité par une délibération du comité syndical en date du _____,

ci-après désigné le Mandataire

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – Objet - Durée

1.1. Objet de la convention

Par délibération en date du _____, le Maître d'ouvrage a arrêté le programme de travaux de maintenance semi-lourde, comprenant notamment une partie auscultation et de sécurisation, sur plusieurs de ses barrages et ouvrages situés dans le Haut-Rhin, pour un coût prévisionnel de 400 000 € TTC.

Cette convention a pour objet, conformément aux articles L 2422-5 et suivants du code de la commande publique, de confier au Mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser les opérations susvisées au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage dans les conditions fixées ci-après.

1.2. Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée jusqu'à la délivrance du quitus sur l'ensemble des opérations concernées.

Le Maître d'ouvrage et son Mandataire peuvent être liés par plusieurs conventions portant sur des programmes d'opérations différents.

Article 2 – Programme et enveloppe financière prévisionnelle

Le programme détaillé des opérations et les enveloppes financières prévisionnelles correspondantes sont définis par l'annexe 1 à la présente convention, pour un montant total maximum de 400 000 €TTC.

Le Mandataire s'engage à réaliser ces opérations dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle globale ainsi définis qu'il accepte. La répartition financière entre les différentes opérations sera respectée dans une limite de + ou - 15% pour chacun des montants, sans que ces adaptations ne puissent avoir pour effet de modifier l'enveloppe financière prévisionnelle globale à la hausse.

En outre, si cette faculté devait être mise en œuvre par le Mandataire, il s'engage à en avertir par écrit et sans délai le Maître d'ouvrage, pour validation préalable des opérations concernées et des montants impactés.

Dans le cas où, au cours de la mission, le Maître d'ouvrage ou le Mandataire estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière globale prévisionnelle, un avenant à la présente convention ou à son annexe devra être conclu avant que le Mandataire puisse mettre en œuvre ces modifications.

Article 3 – Mode de financement – Echancier prévisionnel des dépenses

Le Mandataire s'engage à assurer le préfinancement des opérations et le Maître d'ouvrage s'engage, quant à lui, à rembourser le Mandataire selon les modalités définies à l'article 6.

Article 4 – Personne habilitée à engager le Mandataire

Pour l'exécution des missions confiées au Mandataire, celui-ci sera représenté par le Président du Syndicat Mixte Rivières de Haute-Alsace qui sera seul habilité à engager la responsabilité du Mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Certains agents de Rivières de Haute Alsace, disposant d'une délégation de signature, seront toutefois habilités à signer valablement les documents se rapportant aux missions énumérées à l'article 5.

Dans tous les actes et contrats passés par le Mandataire, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage.

Article 5 – Contenu de la mission du Mandataire

La mission du Mandataire porte, pour chacune des opérations visées à l'annexe 1, sur les éléments suivants :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les opérations seront étudiées et réalisées ;
2. Préparation du choix des maîtres d'œuvre, signature et gestion des marchés de maîtrise d'œuvre, versement des rémunérations correspondantes ;
3. Approbation des Avant-Projets et du Projet ;

4. Préparation du choix des contrôleurs techniques, coordonnateurs « sécurité et protection de la santé » et autres prestataires d'études, signature et gestion des marchés correspondants et versement des rémunérations ;
5. Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs, signature et gestion des marchés ;
6. Suivi et réception des travaux;
7. Versement de la rémunération aux entreprises et fournisseurs ;
8. Gestion financière et comptable des opérations ;
9. Gestion administrative ;
10. Action en justice ;

et d'une manière générale tous actes nécessaires à l'exercice des missions telles que précisées dans l'annexe 1.

Article 6 – Remboursement

Le Mandataire sera remboursé des dépenses qu'il aura engagées, selon les modalités suivantes :

Le Maître d'ouvrage versera au démarrage un premier acompte de 50% de sa quote-part prévisionnelle toute taxe comprise sur présentation du titre émis par le Mandataire.

Le Mandataire pourra demander, sur émission du titre de recettes correspondant accompagné de tous les justificatifs utiles attestant de la réalité des dépenses en cause, le versement d'un deuxième acompte dès lors que le montant des dépenses engagées par ses soins atteindra 80 % du montant de l'enveloppe prévisionnelle.

Le Maître d'ouvrage versera le solde de l'enveloppe visée à l'article 1^{er} sur présentation du ou des récapitulatifs des dépenses supportées par le Mandataire et qui fera apparaître :

- a. le montant cumulé des dépenses supportées par le Mandataire ;
- b. le montant des acomptes versés précédemment par le Maître d'ouvrage ;
- c. le montant du remboursement demandé par le Mandataire qui correspond à la somme du poste a. ci-dessus diminuée du poste b.

Le Maître d'ouvrage procédera au mandatement des acomptes précités dans les 30 jours suivants la réception de la demande.

En cas de désaccord entre le Maître d'ouvrage et le Mandataire sur le montant des sommes dues, le Maître d'ouvrage mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'il a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.

En fin de mandat, le mandatement du solde de l'opération interviendra au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par le Maître d'ouvrage au Mandataire dans les conditions fixées à l'article 10.

Article 7 – Contrôle financier et comptable

7.1. Le Maître d'ouvrage et ses agents pourront demander à tout moment au Mandataire la communication de toutes pièces et contrats concernant les opérations.

7.2. Pendant toute la durée de la convention, et pour chaque année civile, le Mandataire transmet au Maître d'ouvrage un compte rendu de l'avancement des opérations comportant :

- un bilan financier actualisé des opérations ;

- une note de conjoncture indiquant l'état d'avancement des opérations, les événements marquant intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour les éventuelles décisions à prendre par le Maître d'ouvrage pour permettre la poursuite des opérations dans de bonnes conditions ;
- un certificat attestant la réalisation des opérations effectuées au cours de la période écoulée ;
- un calendrier de réalisation des opérations toujours en cours

7.3. Le Maître d'ouvrage doit faire connaître son accord ou ses observations dans le délai d'un mois après réception du compte rendu ainsi défini. A défaut, le Maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les éléments du dossier remis par le Mandataire. Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions du Mandataire conduit à remettre en cause le programme ou l'enveloppe financière prévisionnelle globale définis dans la présente convention, le Mandataire ne peut se prévaloir d'un accord tacite du Maître d'ouvrage et doit donc obtenir l'accord exprès de celui-ci et la passation d'un avenant.

7.4. En fin de mandat, conformément à l'article 10, le Mandataire établira et remettra au Maître d'ouvrage un bilan général des opérations qui comportera le détail de toutes les dépenses réalisées accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général deviendra définitif après accord du Maître d'ouvrage et donnera lieu, si nécessaire à régularisation du solde des comptes entre les parties dans le délai fixé à l'article 6.

Article 8 – Contrôle administratif et technique

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires. Le Mandataire devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant les opérations ainsi qu'aux chantiers.

Toutefois, le Maître d'ouvrage ne pourra faire ses observations qu'au Mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

8.1. Approbation des avant-projets

En application de l'article L2422-7 du Code de la Commande Publique, le Mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du Maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projets.

Les dossiers correspondants aux opérations figurant à l'annexe 1 ont d'ores et déjà été présentés au Maître d'ouvrage par le Mandataire. Aussi, par la présente, le Maître d'ouvrage reconnaît avoir donné son accord sur l'ensemble des dossiers d'avant-projets présentés, qui concernaient toutes les opérations régies par la présente convention.

8.2. Règles de passation des contrats

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation des opérations, le Mandataire est tenu de respecter la réglementation en vigueur en matière de commande publique, par application du code de la commande publique, notamment.

Les commissions d'appel d'offres et jurys prévus par cette réglementation seront assurées par le Maître d'ouvrage.

8.3 Accord sur la réception des ouvrages

En application de l'article L 2422-7 du code de la commande publique, le Mandataire est tenu d'obtenir l'accord préalable du Maître d'ouvrage avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrages seront organisées par le Mandataire selon les modalités suivantes :

Dans le cadre des opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, le Mandataire organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront le maître d'ouvrage, le Mandataire, le cas échéant le maître d'œuvre chargé du suivi des travaux et les entreprises. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu, adressé à l'ensemble des intervenants énoncés ci-dessus.

Ce compte-rendu reprendra les observations présentées tant par le Maître d'ouvrage que son Mandataire et que ceux-ci entendent voir réglées avant d'accepter la réception.

Le Mandataire, en lien avec le maître d'œuvre le cas échéant, s'assurera ensuite de la bonne exécution de ces travaux restant à réaliser et mentionnés au procès-verbal de la réunion préalable à la réception évoquée ci-dessus.

Le cas échéant, le maître d'œuvre établira ensuite la décision de réception (ou de refus) qu'il transmettra au Mandataire pour signature. Ce dernier, en cas d'accord, le transmettra à son tour au Maître d'ouvrage qui fera connaître sa décision au Mandataire dans les 20 jours suivant la réception de ce document ; le défaut de décision du Maître d'ouvrage dans ce délai valant accord tacite.

Le même délai de 20 jours s'applique pour les opérations ne faisant pas intervenir de maître d'œuvre, à compter de la transmission, par le Mandataire, de sa proposition concernant la réception de chaque ouvrage concerné.

Une fois la décision de réception signée par le Maître d'ouvrage, le Mandataire en informe le maître d'œuvre et la notifie aux entreprises.

La réception emporte transfert au Mandataire de la garde des ouvrages. Le Mandataire en sera libéré dans les conditions fixées à l'article 9.

Article 9 – Modalités de mise à disposition de l'ouvrage

Les ouvrages sont restitués au Maître d'ouvrage après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que le Mandataire ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si le Maître d'ouvrage demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

Toutefois si, du fait du Mandataire, la mise à disposition ne pouvait intervenir, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'occuper l'ouvrage. Il devient alors responsable de la garde de l'ouvrage ou de la partie qu'il occupe.

Dans ce cas, il appartient au Mandataire de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre notamment des articles 41.8 et 43 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux. Le Mandataire reste alors tenu à ses obligations en matière de réception.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux consignés dans un procès-verbal signé du Maître d'ouvrage et du Mandataire. Ce constat doit notamment faire mention des réserves levées ou restant à lever à la date du constat.

La restitution de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant au Maître d'ouvrage.

Entrent dans la mission du Mandataire la levée des réserves de réception et, sous réserve des dispositions de l'article 14.2, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles ; le Maître d'ouvrage doit lui laisser toutes les facilités pour assurer ces obligations.

Toutefois, en cas de litige au titre des garanties biennale et décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence du Maître d'ouvrage.

Le Mandataire ne peut être tenu responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage restitué ou d'un défaut d'entretien.

Sauf dans le cas prévu au 3^{ème} alinéa ci-dessus, la restitution intervient à la demande du Mandataire. Dès lors qu'une demande a été présentée, le constat contradictoire doit intervenir dans le délai d'un mois maximum de la réception de la demande par le Maître d'ouvrage.

La restitution prend immédiatement effet après la date du constat contradictoire.

Article 10 – Achèvement de la mission

10.1 Délivrance du quitus

Pour chaque opération, la mission du Mandataire prend fin par le quitus délivré par le Maître d'ouvrage ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 13.

Le quitus est délivré à la demande du Mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des ouvrages et levées des réserves de réception et mise à disposition des ouvrages ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- remise des dossiers comportant les documents contractuels, techniques, administratifs relatifs aux ouvrages détenus par le Mandataire (Décompte Global et Définitif, Dossiers techniques ...)
- établissement du bilan général et définitif des opérations et acceptation par le Maître d'ouvrage ;

Le Maître d'ouvrage doit notifier sa décision au Mandataire dans les quatre mois au maximum suivant la réception de la demande de quitus.

Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre le Mandataire et certains de ses contractants au titre de l'opération, le Mandataire est tenu de remettre au Maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

10.2 Calendrier d'exécution

Les opérations prévues sont engagées dans l'année d'exercice pour s'achever au cours de l'année suivante. En cas d'abandon de certaines opérations, il est procédé comme en cas de modification de programme (article 2).

Article 11 – Rémunération du Mandataire

Le Mandataire exercera cette mission à titre gratuit.

Article 12 – Pénalités

Sans objet

Article 13 – Résiliation

Le Maître d'ouvrage et le Mandataire peuvent résilier la présente convention d'un commun accord, sans indemnité, à l'issue d'un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le Mandataire et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet

d'un procès-verbal qui précise, en outre, les mesures conservatoires que le Mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et des travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel le Mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au Maître d'ouvrage.

Article 14 – Dispositions diverses

14.1. Assurances

Le Mandataire devra, dans le mois qui suivra la notification de la présente convention, fournir au Maître d'ouvrage la justification de l'assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité à la suite de dommages corporels, immatériels consécutifs ou non survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants.

Plus largement, le Mandataire devra souscrire toutes les assurances adéquates dans le cadre de la réalisation des missions confiées.

14.2. Capacité d'ester en justice

Le Mandataire pourra agir en justice pour le compte du Maître d'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le Mandataire devra avant toute action demander l'accord du Maître d'ouvrage.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de bon fonctionnement n'est pas du ressort du Mandataire.

Fait en deux exemplaires
A Strasbourg, le

LE PRESIDENT de la COLLECTIVITE
EUROPEENNE d'ALSACE

LE PRESIDENT de RIVIERES
de HAUTE ALSACE

Frédéric BIERRY

Michel HABIG

ANNEXE 1

LISTE DES TRAVAUX PRÉVUS 2021

Maitre d'ouvrage	libellé de l'opération	montant prévisionnel TTC
Collectivité européenne d'Alsace	Amélioration des dispositifs mécaniques	34 800,00
Collectivité européenne d'Alsace	Optimisation des dispositifs topométriques	36 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Optimisation des dispositifs d'auscultation	26 400,00
Collectivité européenne d'Alsace	Etudes en vue des travaux sur l'ensemble des ouvrages	30 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Travaux complémentaires sur le déversoir du barrage du petit Neuweiher	40 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Travaux sur le déversoir du barrage de l'Altenweiher	36 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Raccordement électrique du batardeau amont Kruth	4 800,00
Collectivité européenne d'Alsace	Etudes préliminaires avant travaux	50 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Petits travaux divers	42 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Canal du Rhône au Rhin déclassé : Travaux de remise en état des écluses	30 000,00
Collectivité européenne d'Alsace	Canal du Rhône au Rhin déclassé : Travaux de remise en état des chemins de halage	70 000,00
	TOTAL	400 000,00